

# LA GIRONDE, PRÊTE POUR LE REVENU DE BASE

**S**i l'idée d'un revenu de base, ou revenu minimum, a été largement débattue au cours de la campagne pour l'élection présidentielle, le département de Gironde n'a, quant à lui, pas attendu l'échéance nationale pour s'intéresser à cette question pour le moins épineuse.

## DE BONNES RAISONS

Pourquoi s'être lancé dans cette aventure ? D'abord parce que la Gironde se revendique comme une terre d'innovation sociale sous l'actuelle mandature de son président Jean-Luc Gleyze. Ensuite parce que le non-recours au RSA atteint les 34 % ce qui accentue la précarité de ceux qui pourraient bénéficier d'aide du département. "On sait, précise Denise Greslard-Nédélec, vice-présidente du Conseil départemental chargée de l'Insertion, que les bénéficiaires potentiels se privent de leurs droits, car ils leur semblent compliqués à obtenir, stigmatisants et qu'ils croient souvent à tort qu'ils sortiront vite de leur mauvaise passe. Or ce non-recours pénalise toujours le reste de la famille, à commencer par les enfants... Il nous faut donc réinventer les réponses et le revenu de base est une piste".

**Denise Greslard-Nédélec,**  
vice-présidente  
du Conseil départemental  
chargée de l'Insertion



L'autre grand constat qui a présidé à la réflexion du Conseil départemental est celui des parcours professionnels qui ne sont plus aussi linéaires qu'autrefois.

"Au cours de leurs vies, beaucoup de personnes, précise Jean-Luc Gleyze sont contraintes de changer plusieurs fois d'entreprises ce qui amène à connaître des période de chômage plus ou moins longues. D'autres font le choix de l'auto-entre-



preneuriat dont l'activité ne devient rémunératrice qu'après plusieurs mois. D'autres encore – toujours plus nombreuses – doivent aider un proche âgé. Certains s'engagent dans l'associatif, l'humanitaire, ou reprennent des études... Autant de situations qui interpellent notre responsabilité politique". Pour les responsables girondins, il est donc pertinent d'étudier les effets potentiels d'un revenu universel sur ces parcours de vie bien davantage fractionnés qu'autrefois.

"C'est l'expérimentation qui nous permettra de

# Le département de la Gironde a lancé en 2016 un projet d'expérimentation d'un revenu de base. Un travail qui s'est appuyé sur des consultations citoyennes, d'experts et de travailleurs sociaux. Les élus aimeraient tester sur le terrain cette initiative dès l'an prochain ce qui nécessitera le vote d'une loi d'expérimentation.

PAR OLIVIER VAN CAEMERBÈKE



Le groupe citoyen présente sa recommandation aux élus du département

nous forger un avis éclairé, dit Denise Greslard-Nédélec. Nous ne proclamons pas la fin du *travail pour tous*, mais nous prenons en compte ces ruptures de parcours de vie dont les effets sont souvent délétères”. Les deux responsables girondins insistent sur l'accueil très positif manifesté par les travailleurs sociaux du département à la perspective de l'instauration d'un revenu de base. Selon eux, celui-ci leur permettrait de passer moins de temps à faire du contrôle social et davantage à faire de l'accompagnement positif. “Ils envisagent, ajoute Denise

Greslard-Nédélec, ce revenu comme une manière de rendre aux citoyens le pouvoir d'agir sur leur propre vie”.

## POUR QUELS OBJECTIFS ?

S'ils sont persuadés que l'instauration d'un revenu de base engendrera des modifications de comportements autant chez les bénéficiaires que chez les travailleurs sociaux, les initiateurs assurent avoir entamé ce travail sans certitudes ni dogme. Et, pour étayer sa réflexion, le département a, dès l'été 2016 fait appel à différents organismes experts tels que le la Fondation Jean Jaurès, le Cepremap, l'IEP... qui ont établi quatre modèles de revenu de base possibles (fusion RSA – APL ; fusion des 10 minima sociaux telle qu'envisagée par le rapport Sirugue ; revenu de base inconditionnel à 750 euros ; revenu de base inconditionnel à 1 000 euros).

## AVEC QUELLE MÉTHODE ?

En octobre furent lancées une série de rencontres qui ont mobilisé 120 personnes issues du monde associatif, de l'économie sociale et solidaire, de l'entreprise mais aussi des salariés des services du département, des citoyens... réunis dans des groupes thématiques.

Après 17 réunions de travail étalées sur près de 3 mois, ces groupes ont remis leurs “avis” au groupe citoyen qui a bâti sa propre recommandation présentée aux élus du département en février 2017. “Dans ce document baptisé *Le revenu de base, un même vêtement d'égalité pour toutes et pour tous*, les citoyens proposent un revenu de 800 euros auxquels s'ajouteraient 200 euros en monnaie locale, ajoute Denise Greslard-Nédélec.

Jean-Luc Gleyze,  
président du  
Conseil départemental de Gironde



Celui-ci serait ouvert à toutes les personnes majeures vivant sur le département depuis deux ans ou plus (afin d'éviter des arrivées opportunistes)".

Enfin, le département a lancé, cette fois à destination de tous, un simulateur en ligne permettant à chacun d'agir sur des curseurs permettant de définir notamment les modalités possibles de son financement : impôt sur le revenu, sur le patrimoine, contrôle fiscal, TVA...

Plus de 2 500 contributions ont ainsi été recensées, la plupart prônant la taxation des revenus du patrimoine, mais aussi une microtaxe sur les échanges financiers. "Le revenu de base, commente Jean-Luc Gleyze est souvent caricaturé dans l'opinion

et dans les médias. Ce simulateur en ligne permettrait à tous les citoyens d'avoir des éléments de compréhension de ce qu'il pourrait être."

### QUELS RISQUES ?

Reste des questions de fond : la mise en place d'un revenu de base entraînerait-elle une hausse de l'oisiveté et de la non-recherche d'emploi ? Les sommes ainsi perçues ne risquent-elles pas d'être utilisées à de fins contraires à l'intérêt collectif ? Ce revenu ne risque-t-il pas d'entraîner des hausses de salaire inconsidérées pour ceux qui travaillent ? Le travail étant particulièrement constitutif de notre place dans la société, un revenu de base n'engendrerait-il pas deux types de citoyens ? Ne risque-t-il d'accroître le travail au noir ? etc.

"S'il est légitime de s'interroger, tempère Denise Greslard-Nédélec, je crois qu'il faut dédramatiser. D'ailleurs lorsqu'on verse une allocation à un adulte handicapé, ou une allocation familiale se pose-t-on les mêmes questions ? La question centrale c'est : Est-on inutile à la société si l'on est bénévole dans une association qui a des salariés ? Est-on inutile à la société lorsqu'on est aidant et que l'on soulage ainsi le coût de la prise en charge par le collectif ? Est-on inutile à la société quand on élève ses jeunes enfants plutôt que de les mettre en crèche ? Est-on inutile quand on crée une startup qui ne nous permettra de créer de l'emploi que deux ans plus tard ? Qu'est-ce qui fait que l'on fait société ensemble ? Voilà une question fondamentale que l'on a pourtant rarement l'occasion de poser. Quant aux effets négatifs potentiels, c'est par l'expérimentation que nous saurons s'ils relèvent de craintes justifiées ou de fantasmes".

Le Département de la Gironde a donc dans ses cartons un protocole d'expérimentation, et attend maintenant une dérogation pour l'appliquer. Il réclame donc à l'État une loi d'expérimentation afin de mettre en acte sa réflexion dès 2018 sur une population représentative de 3 000 à 5 000 personnes. ■

## LE REVENU DE BASE PAS FORCÉMENT EFFICACE, JUGE L'OCDE

En mai dernier, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publiait une longue note intitulée *Le revenu de base, que changerait-il ?*. Celle-ci fait la synthèse de l'analyse d'un revenu universel qui serait versé, sans condition de ressources, à tous les individus d'âge actif ainsi qu'aux mineurs pour quatre pays : France, Finlande, Italie et Royaume-Uni.

Si l'opération serait "neutre" pour les finances publiques, elle ne serait pas pour autant efficace pour réduire la pauvreté.

Le montant étudié était fixé à "un niveau pertinent" de 456 euros par mois par adulte jusqu'à 62 ans et 100 euros pour les moins de 18 ans en France (les retraités étant exclus du dispositif)

Ce revenu de base "modifierait probablement le niveau de vie de vastes pans de la population" estime l'organisme en faisant des gagnants, mais aussi des perdants. En France notamment les bénéficiaires de prestations sociales les pré-retraités et un bon nombre de chômeurs seraient ainsi perdants alors que les ménages à revenu intermédiaire (non-bénéficiaires des prestations soumises à condition de ressources) et les personnes ne pouvant prétendre à aucune prestation sociale dans le cadre des dispositifs actuels seraient, eux gagnants.

L'analyse de l'OCDE est évidemment contestée par les défenseurs du revenu universel. Ainsi le Mouvement français pour un revenu de base déplore que "les chercheurs se focalisent principalement sur le coût direct de la mise en place d'un revenu de base sans imaginer ses répercussions économiques, sociales et encore moins culturelles. Leur unique objectif semble être de rechercher la neutralité budgétaire". Pour l'association française, l'OCDE envisage le revenu de base comme une simple aide sociale. "Il s'agit pourtant d'un outil qui transforme les rapports sociaux notamment dans le couple (son individualisation donne plus d'autonomie au conjoint aux revenus les plus faibles)".



# GRIESHEIM-SUR-SOUFFEL : AMBASSADRICE DE LA JOURNÉE CITOYENNE DANS LE BAS-RHIN



© Didier Lesueur

Le soleil était généreux le 20 mai dernier lors de la 6<sup>e</sup> édition de la Journée Citoyenne de Griesheim-sur-Souffel.

Comme son nom le laisse deviner, cette petite commune rurale de 1 200 habitants se trouve dans le Bas-Rhin, à 14 km de Strasbourg. Elle est la toute première du département à avoir organisé une Journée Citoyenne et elle a eu, depuis, valeur d'exemple pour beaucoup de communes voisines. "Cette année, raconte Didier Lesueur, directeur général de l'Odas, l'événement était concentré sur une grosse demi-journée. Sourires aux lèvres et enthousiasme au cœur, les 140 participants de tous âges se sont retrouvés dès 8 heures dans le gymnase du village pour enfiler les t-shirts spécialement conçus et offerts par le conseil départemental et découvrir les 14 chantiers proposés".

Comme ce ne sont pas toujours les mêmes habitants qui participent aux éditions de la Journée Citoyenne, René Wunenburger, maire de la commune, estime à 20 % le nombre de ses administrés qui ont déjà mis la main à la pâte. Autre motif de satisfaction, les nombreux membres du personnel de la mairie qui, bénévolement et spontanément, participent à cette journée pas comme les autres. "La mobilisation est plus compliquée avec les personnels techniques et des espaces verts, souligne Didier Lesueur, car ils dépendent d'un syndicat intercommunal les liants à deux autres villages qui eux n'ont pas encore mis en place la Journée Citoyenne".

Parmi les chantiers réalisés cette année on peut citer :

- la création d'un jardin de la fraternité situé dans un grand espace en contrebas du presbytère et qui a mobilisé de nombreux enfants ;
- la rénovation des joints du mur du cimetière ;
- la rénovation de bancs publics ;
- la peinture des volets de la mairie et de la "signalisation horizontale" de la route départementale (passage piéton notamment) ;
- la décoration des "armoires techniques" (électrique, téléphone)... par une conseillère municipale peintre, aidée d'enfants.

"Les plus petits, complète Didier Lesueur, faisaient le tour des chantiers afin de concevoir une fresque souvenir qui fut présentée lors du déjeuner de clôture. Celui-ci était organisé, lui aussi, par un groupe d'habitants et la bière, était d'ailleurs fournie par un habitant qui la brasse lui-même. Cette anecdote est emblématique de l'esprit de fraternité qui caractérise cette journée. Ces heures partagées créent des liens entre des gens qui, habituellement, se fréquentent peu, car la plupart travaillent en ville. Cela modifie aussi la relation aux biens communs. Le maire a constaté que depuis qu'il organise la Journée Citoyenne les équipements publics sont beaucoup moins dégradés. René Wunenburger ne cache pas que mobiliser les habitants reste un challenge. Mais s'ils sont aussi chaque année plus nombreux à s'inscrire, c'est bien qu'il s'agit d'un événement fédérateur et porteur de sens". ■